

En homme libre

Gabriel Attal

En homme libre

L'ŒDITIONS DE
BSERVATOIRE

Ce livre ne peut être reproduit ni utilisé à des fins d'entraînement de systèmes d'intelligence artificielle. La fouille de textes et de données est interdite conformément à l'article 4(3) de la Directive (UE) 2019/790.

ISBN : 979-10-329-3907-9

Dépôt légal : 2026, avril

© Éditions de l'Observatoire/Terre Neuve Éditeurs, 2026
170 bis, boulevard du Montparnasse, 75014 Paris

Avant-propos

« Tu devrais écrire un livre. »

La personne qui parle, c'est ma mère. C'est avec elle et mes sœurs que j'ai voulu partager mon premier repas, quelques heures après avoir quitté Matignon.

Très vite le sujet revient, encore et encore. Mes sœurs s'y mettent. Et dans les semaines qui suivront, mon équipe me soutiendra mordicus que c'est une bonne idée.

Dans un premier temps, je rechigne.

Je n'ai jamais eu peur d'aller dans les médias, de communiquer ou de débattre, mais rarement pour parler de mon parcours, de ma famille, de ce que j'ai vécu, ressenti.

À vrai dire, je n'aime pas trop ça : il y a quelque chose d'impudique qui me dérange.

Mais au fur et à mesure, je me laisse convaincre pour une raison simple : la politique a besoin de sincérité et de clarté.

Dans un moment où elle se change bien souvent en théâtre d'ombres où les postures remplacent les idées, où les mises en scène supplantent les convictions, je me suis décidé à écrire.

En homme libre

Écrire pour raconter, sincèrement, ces années où j'ai eu le privilège de servir mon pays et d'exercer parmi les plus hautes responsabilités de l'État.

Écrire pour partager ce que vous m'avez appris et ce que j'ai compris des limites et des failles de la politique aujourd'hui.

Écrire pour dire, en toute transparence, sans rien cacher des désaccords ou des échecs, ce que j'en ai retiré pour l'avenir.

Écrire, aussi, pour que chacun sache un peu mieux qui je suis. Quand on sert son pays, il ne doit pas y avoir de doute ou de faux-semblant.

Alors, j'ai choisi de raconter. Tout raconter, simplement, sans rien cacher.

Dans les pages qui suivront, je ne me cacherai pas. Je ne me déroberai pas. Je vous dirai ce que j'ai vu, ce que j'ai fait, ce que j'aurais aimé faire.

Je vous dirai aussi, parce que j'y tiens plus que tout, ce que je veux faire pour l'avenir.

Car je crois que la France a encore ses plus belles pages à écrire et que, loin de la nostalgie des uns et des querelles de chiffres des autres, il y a un chemin de bonheur, d'espoir et de prospérité à bâtir.

C'est un témoignage personnel que je vous livre.

Liberté

Il y a un combat fondamental, qui dépasse tous les autres : le combat pour la liberté. C'est celui qui guide tout mon engagement, tout mon parcours, toute ma vie politique – comme personnelle, d'ailleurs.

La liberté est ce que nous avons de plus précieux. C'est notre aspiration la plus commune, la plus partagée.

C'est l'incarnation même de la promesse républicaine : pouvoir choisir sa vie, gravir les échelons de la société, être maître de son destin.

C'est l'âme de la France, qui a toujours été le visage et la voix de la liberté dans le monde.

Mais si des années d'expérience au gouvernement m'ont confirmé une chose, c'est que le chemin de la liberté est semé d'embûches et que beaucoup redoublent d'ingéniosité pour remettre en cause nos droits, en voulant imposer un nouvel ordre moral, en remettant en cause nos valeurs, en s'attaquant à des acquis fondamentaux, et notamment ceux des femmes.

En 2016, En Marche a été lancé en proposant de faire souffler un vent de liberté sur la France. C'est une promesse qui m'a enthousiasmé et qui a rassemblé une large majorité de nos concitoyens. La campagne

de 2017 avait été centrée sur les libertés économiques et la conviction que, si l'économie va, tout va.

C'est essentiel, mais c'est incomplet. Il manque la République, la laïcité, le respect de l'autorité, autant de valeurs indissociables de la liberté.

Et sur ces questions, il ne peut y avoir de place pour l'ambiguïté. Il ne peut pas y avoir de « en même temps » sur les valeurs de la République, sur le respect de la laïcité, sur le respect de l'autorité. Cette conviction est au cœur de mes engagements et j'ai voulu la faire avancer dans chacune de mes fonctions au gouvernement. Les valeurs républicaines sont le meilleur bouclier pour nos libertés, et nous ne devons faire preuve d'aucune faiblesse ni d'aucune hésitation pour les défendre.

Défendre la liberté des Français, la liberté de la France, c'est mon fil rouge, mon moteur. Mon ambition de liberté vaut tant pour chacun d'entre nous que pour notre pays. Une France sous contrainte est une France affaiblie. Notre pays doit être maître de ses décisions, capable d'affirmer sa souveraineté. Nous souffrons d'un sentiment de perte de contrôle, insupportable pour chacun. À chaque étape, j'ai voulu que l'on reprenne le contrôle. Comme secrétaire d'État à la Jeunesse en voulant recréer de l'unité et des cadres avec le Service national universel. Comme ministre des Comptes publics en proposant des économies pour retrouver la maîtrise de nos finances. Comme ministre de l'Éducation nationale en étant inflexible sur les valeurs républicaines et en lançant des réformes pour élever le niveau des élèves. Comme Premier ministre en voulant protéger notre exception agricole, débloquer la France et son économie et en lançant une grande réforme de la Justice des mineurs.

Est-ce que j'ai pu tout mener jusqu'au bout ? Malheureusement non. Mais je me suis battu, toujours et encore pour une France maître de son destin.

S'il y a un enseignement que j'ai tiré de mon expérience, c'est que l'un des plus grands périls qui plane aujourd'hui au-dessus de notre unité et de nos libertés, c'est la remise en cause des valeurs républicaines. Celle-ci a plusieurs visages et plusieurs incarnations. Il y a les violences de l'ultradroite et de l'ultragauche, deux faces d'une même pièce. Il y a le projet de haine et de division porté à l'extrême droite, qui est aussi une forme d'essentialisation qui alimente toutes les stigmatisations. Il y a aussi le fondamentalisme religieux et l'entrisme islamiste.

Ceux qui le propagent ciblent d'abord les plus fragiles, les plus exposés, les plus précaires : leur expliquant que la France est le problème et l'islamisme la solution. Ils s'en prennent aux jeunes, d'abord et avant tout, dans des prétendues « écoles » ou des clubs de sport, leur apprenant dès le plus jeune âge à défier les lois de la République ou refuser l'égalité entre les femmes et les hommes.

Partout, ils bénéficient de la complaisance de certains élus, par électoralisme. Ils ont des relais, notamment à l'extrême gauche, qui, par idéologie ou par cynisme, alimentent les procès en victimisation.

Dès que l'on dénonce l'islamisme, il se trouve toujours un élu LFI pour nous traiter d'islamophobes. La France insoumise est ainsi le premier parti à mettre un signe égal entre islam et islamisme. Cela me répugne et me révolte. L'islam et l'islamisme n'ont rien à voir. L'écrasante majorité de nos concitoyens musulmans

pratiquent leur religion en plein respect et en pleine adhésion des valeurs de la République : ils sont les premiers à être victimes de l'amalgame introduit par l'extrême droite et alimenté par l'extrême gauche entre une religion, l'islam, et une pratique dangereuse et radicale, l'islamisme.

Mais ce qui me préoccupe également, ce sont ceux qui, sincèrement, minimisent la gravité de la situation. Je mentirais si je disais qu'en 2017, je n'étais pas un peu de ceux-là. Je savais qu'il existait çà et là des dérives, qu'elles pouvaient être sérieuses, mais j'en conviens : j'étais très loin de mesurer la gravité de la situation et du risque sur nos libertés.

La réalité des faits m'a frappé dès mon entrée au gouvernement. Nommé secrétaire d'État à la Jeunesse, je suis alerté par les nombreux problèmes d'entrisme qui existent dans des écoles ou des associations. L'« entrisme », c'est ce qui définit la stratégie de certains mouvements islamistes pour s'infiltrer progressivement au sein d'institutions ou de structures de la société afin d'en influencer les décisions, les normes ou les valeurs. Ma directrice de cabinet, Fanny Anor, me dresse un tableau préoccupant de la situation : il progresse sans que nous ayons les moyens aujourd'hui de l'en empêcher.

Surtout, il est une bombe à retardement, formant des milliers de jeunes à défier les lois de la République, refuser la laïcité et regarder la France avec défi. S'il y a bien un risque à voir notre pays se fracturer irrémédiablement et peut-être s'affronter demain, il vient de là.

Ce constat, nous sommes plusieurs à le faire au sein du gouvernement et à remonter nos alertes à l'Élysée. Le Président lui-même décide, fin 2019, de lancer des

travaux pour faire un état des lieux de la situation et nous doter des outils qui nous manquent pour riposter.

Comme secrétaire d'État à la Jeunesse, je décide de m'investir totalement dans ce travail. Je suis lucide : rien dans ma vie ne m'a véritablement confronté à ce phénomène. J'ai grandi à Paris dans un milieu aisé et je suis élu d'une circonscription, dans les Hauts-de-Seine, à l'abri de ces enjeux. Pour prétendre répondre à un problème, il faut d'abord le connaître et s'y confronter. Alors je demande à mon équipe de m'organiser des déplacements sans caméra, dans des communes particulièrement confrontées au phénomène.

Nous sommes au tout début de l'année 2020 et je me rends notamment à Mulhouse, à Vénissieux ou encore à Maubeuge. Là-bas, dans le Nord, j'ai pris une véritable claque.

Maubeuge a longtemps été une ville industrielle marquée par la sidérurgie avant de voir ses usines disparaître, et de se sentir abandonnée par les pouvoirs publics successifs au déclin économique, social et démographique. Bien sûr, différents gouvernements et collectivités locales ont pris des initiatives pour tenter de redresser la barre. Mais l'absence d'emploi, l'absence d'État ont laissé un espace béant dans lequel certains ont pu s'immiscer.

Je le mesure dans une école primaire que je visite. Je découvre un établissement qui incarne tout ce qui a été mis en place ces dernières années pour les écoles de quartiers difficiles : les locaux sont entièrement neufs, les élèves ne sont que douze par classe, les enseignants et l'équipe de direction bénéficient désormais d'une prime importante instaurée pour les territoires les plus

difficiles, un petit déjeuner est servi tous les matins aux élèves gratuitement... Bref, la première chose que je me dis, c'est que cette école, chacun en rêverait pour ses enfants : « Les familles doivent être ravies », dis-je un peu naïvement à la directrice de l'école.

« Tout était parfait, me répond-elle, jusqu'à l'ouverture de l'association. »

L'association en question s'appelle « Centre lumière ». Elle accueille à quelques mètres de là, prétendument pour de l'aide aux devoirs, une bonne partie des enfants les mercredis et les week-ends. En réalité, derrière ses murs se cache un centre d'endoctrinement, où l'on réécrit l'histoire, où l'on apprend que les filles ne sont pas les égales des garçons, et que la religion est au-dessus de tout, y compris de la République.

La directrice de l'école, jeune femme d'une quarantaine d'années, est un modèle de courage et de dévouement. Je la sens passionnée par son métier, désespérée par la situation, mais certainement pas prête à renoncer. Avec moi, elle sent qu'elle tient une oreille attentive et peut enfin vider son sac.

Les faits sont accablants. Elle me raconte à quel point les enfants qui fréquentent l'association après les cours changent radicalement. Ils refusent de chanter lors des enseignements de musique, car on leur a dit que c'est mal et interdit. Lorsque vient la période de l'année où les enfants apprennent à nager à la piscine de la ville, elle voit toujours plus de parents produire des certificats médicaux – toujours des mêmes médecins – pour dispenser leur petite fille de séance de natation. Enfin, et je m'en souviens encore, elle me montre un ballon de football qui a été confisqué à deux enfants et sur

lequel avait été inscrit, en gros, au marqueur : *Réservé aux musulmans*.

Le drame ne s'arrête pas là : la directrice m'apprend ainsi que les déscolarisations de l'établissement ont augmenté de 20 %. Autrement dit, dans ce quartier le plus défavorisé d'une des villes les plus défavorisées de France, où un investissement massif des pouvoirs publics est conduit pour l'éducation dans une école modèle, des familles préfèrent scolariser leurs enfants à la maison.

À la maison, vraiment ? L'inspectrice de l'Éducation nationale qui est présente lors de ma visite me l'affirme : les enfants concernés ne bénéficient absolument pas de la prétendue « instruction en famille » prévue par la loi. Ils sont en réalité accueillis au Centre lumière, association devenue une sorte de madrassa clandestine, en dehors de tout cadre légal.

Notre droit est jalonné d'absurdités qui nous empêchent d'agir – notamment pour ce combat. Certes, les services de l'Éducation nationale ont la possibilité – et même le devoir – de contrôler la réalité de l'instruction en famille. Mais le droit exige que les inspecteurs préviennent les parents du jour et de l'heure précise de leur visite, des semaines en avance.

Aussi, tous racontent la même inspection. Lorsqu'ils se rendent au domicile à la date annoncée, les enfants sont présents, les parents ont visiblement été préparés et les mêmes réponses sont faites aux questions posées – parfois au mot près. La manipulation est évidente. Un exemple : parmi les éléments à contrôler, il y a notamment l'accès à une éducation artistique et culturelle. Dans tous les domiciles contrôlés,

les parents présentent un CD censé prouver que les enfants écoutent de la musique. Les inspecteurs se sont très vite rendu compte que, dans chaque domicile, le CD avait une même fêlure sur sa jaquette. En réalité, les familles, apprenant plusieurs semaines auparavant qu'elles allaient faire l'objet d'un contrôle, se passent entre elles un même kit de matériel pédagogique à présenter le jour du contrôle. À la fin, les inspecteurs se retrouvent démunis, convaincus qu'on se moque d'eux, mais sans être en mesure de le prouver.

À l'époque, notre seule arme, c'était la pratique d'une forme de harcèlement administratif pour vérifier que les centres qui accueillaient ce genre d'activités soient parfaitement à jour des dernières normes de sécurité ou d'incendie. Cela permettait parfois d'obtenir des fermetures provisoires, mais jamais des victoires définitives.

Ce que j'ai vu à Maubeuge, je l'ai trop souvent vu lors de mes déplacements à travers la France et j'en suis ressorti avec un sentiment intact : l'urgence d'agir.

De ce point de vue, je dois dire que Jean-Michel Blanquer, ministre de l'Éducation nationale à l'époque, était parfaitement lucide sur la situation et avait placé la laïcité et le respect des valeurs de la République au cœur de son engagement. Nous avons créé des équipes de référents laïcité pour aider les enseignants partout en France et mis en place des remontées systématiques des difficultés rencontrées pour tenter de mettre fin à la politique du « pas de vague » pratiquée par tant de ses prédécesseurs.

Le « pas de vague », c'est la lâcheté institutionnalisée : c'est, par exemple, dire aux professeurs qu'il vaut mieux ne pas enseigner certains chapitres de l'histoire plutôt

que de risquer de voir certains élèves les contester. C'est éviter le problème, plutôt que de l'affronter.

Mais cette action à l'école ne pouvait pas suffire et j'écris alors, début 2020, une note au Président de la République pour faire un état des lieux et proposer plusieurs mesures pour réagir : revoir drastiquement les règles de l'éducation à domicile, faciliter le travail des inspecteurs ou encore créer les fondements juridiques pour fermer les associations et les lieux de culte responsables de cet entrisme islamiste.

Dans plusieurs collèges et lycées que je visite, j'entends pour la première fois parler de l'augmentation du nombre de jeunes filles portant l'abaya. Face à la recrudescence de ce qui n'était ni plus ni moins qu'un signe religieux ostentatoire, les établissements et les enseignants semblaient impuissants, sans consigne claire et ferme du ministère sur la marche à tenir.

Aux Mureaux, fin 2020, le Président de la République a présenté un constat sans ambiguïté et annoncé des propositions fortes pour répondre aux menaces du séparatisme religieux, de l'entrisme islamiste et du communautarisme. Le projet de loi déposé quelques semaines plus tard devant le Parlement reprenait plusieurs propositions qui m'étaient chères, notamment sur le contrôle de l'école à domicile ou pour faciliter la dissolution de certaines associations.

Étions-nous allés assez loin ? La réponse est évidemment non. L'entrisme et le communautarisme ont encore une bonne longueur d'avance sur nous et progressent plus vite que nous ne les controns.

C'est pourquoi j'ai décidé, dans toutes mes fonctions, de placer la défense des valeurs républicaines, de la

laïcité, au cœur de mon combat. Et lorsque j'arriverai à la tête du ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse, je choisirai, dès les premières semaines, d'édicter des règles claires et d'interdire le port de l'abaya dans nos établissements scolaires.

C'est aussi pour cela que j'ai voulu, en prenant la tête de mon parti après avoir quitté le gouvernement en 2024, lancer dès les premiers mois une réflexion sur l'autorité et le respect des valeurs républicaines. J'y ai fait plusieurs propositions, comme la création d'un délit d'entrisme pour sanctionner pénalement ceux qui professent la haine de la République et pouvoir fermer plus facilement des associations ou encore l'interdiction du port du voile pour les petites filles.

Ces propositions et mon engagement de longue date pour les valeurs républicaines me valent quelques ennemis politiques féroces et des oppositions franches, parfois même jusque dans mon propre camp : j'assume.

Défendre la laïcité et la République, c'est défendre notre pays et notre capacité à faire corps et vivre ensemble.

Pour rester libres, nous devons être intransigeants avec toutes les idéologies de haine, intransigeants avec tous ceux qui s'attaquent à nos valeurs et veulent rabaisser les femmes.

Et pour rester libres, il faut d'abord et avant tout protéger notre jeunesse. Il y a urgence à créer une véritable bulle de protection autour d'elle, pour protéger nos jeunes de toute forme d'endoctrinement et leur permettre, ensuite, de faire librement leurs choix.

Ce combat est d'autant plus important à mener que l'extrême droite aime à utiliser l'islamisme pour

Liberté

alimenter les confusions, et attiser la peur et la haine des musulmans qui, à travers notre pays, pratiquent leur religion dans le respect plein et entier des valeurs de la République. S'ériger contre l'islamisme, c'est protéger les musulmans de France. Tout comme nous devons être intraitables face à toutes les discriminations, toutes les attaques, toutes les haines qui les visent. C'est un des fondements de notre fraternité et l'assurance de notre liberté.

Je tiens à notre liberté plus que tout. Alors, dans toutes mes fonctions et tout mon engagement, je veux me battre pour la défendre.

PREMIÈRE PARTIE

Dissolution

« I will survive »

La fin de la campagne des élections européennes approchait, et chaque jour, il était de plus en plus clair que son issue ne serait pas favorable.

Avec notre tête de liste, Valérie Hayer, qui n'est pas du genre à baisser les armes, nous multiplions les interventions et les meetings, mais nous nous sentons un peu seuls. Malgré toutes les propositions et les initiatives prises par le directeur de campagne, le député grand spécialiste de l'Europe, Pieyre-Alexandre Anglade, en ce mois de juin 2024, les ministres et autres personnalités médiatiques de la macronie ne se bousculent pas pour prêter main-forte à la liste.

Dès les premières semaines de ma nomination à Matignon, j'avais interrogé le Président de la République sur le rôle qu'il voulait me voir jouer dans cette campagne. Le lundi 29 janvier, veille de ma déclaration de politique générale, nous déjeunons en tête à tête dans le salon des Ambassadeurs de l'Élysée. Le Président le sait : j'aime les combats électoraux et l'ai montré lors de la campagne présidentielle de 2022 en étant le porte-parole du président-candidat. Et surtout, j'aime l'Europe. L'Europe fait partie de mon ADN. J'appartiens à une génération qui l'a vue grandir et se fortifier. Une

génération qui sait ce qu'elle doit à l'Union européenne, et je suis convaincu que nous ne pourrons pas peser et assumer notre puissance dans le monde sans une Europe forte. Alors, je ne veux pas laisser le champ libre aux extrêmes qui veulent démanteler l'Europe et isoler la France.

J'envisage même de prendre la tête de notre liste pour cette campagne. Après tout, Giorgia Meloni, tout en étant Première ministre en Italie, conduit elle-même la liste de son parti. Étant chef de la majorité, aller au combat me paraît logique.

Pour autant, le Président de la République est assez clair : il me demande de ne pas m'impliquer dans cette campagne car il veut pouvoir décorrélérer cette élection européenne de la situation nationale. Si j'incarne la campagne moi-même, pense-t-il, les Français pourront y voir la possibilité d'un vote sanction contre nous. De fait, il dira assez tôt, clairement et publiquement, qu'il ne tirerait pas de conséquence nationale de ce scrutin.

Je prends acte de ce choix. La colère agricole, la maîtrise des dérapages budgétaires, les chantiers que je vais lancer contre la délinquance des mineurs sont autant de dossiers qui me mobiliseront dans les prochains mois. Et, surtout, je soutiendrai la campagne d'une manière ou d'une autre, à travers des meetings et des interviews.

Pourtant, quelques semaines après notre premier échange, mon équipe m'alerte sur des articles de presse faisant état d'un agacement du Président de la République qui ne me trouverait pas suffisamment engagé dans la bataille des européennes. Je profite

alors de l'un de nos rendez-vous hebdomadaires pour lui reposer la question de mon investissement dans la campagne. Le Président m'invite à ne pas tenir compte de ce qu'il qualifie de « conneries sans fondement », relayées par des jaloux qui ne me veulent pas du bien et veulent mettre un coin entre nous. Il m'invite à continuer à faire comme je le fais : me concentrer sur l'action nationale et laisser la campagne se dérouler. Je ressors rassuré de cet échange. Mais dès la semaine suivante, un interlocuteur de confiance me fait état d'une discussion avec le Président de la République au cours de laquelle ce dernier a déploré mon manque d'investissement dans la campagne.

Le 9 mars, nous lançons à Lille la campagne de Valérie Hayer. Je prends la parole à l'occasion du meeting pour sonner la charge face au péril de l'extrême droite pour la France, l'Europe et l'Ukraine. La campagne est lancée.

Assez vite, au début du mois d'avril, la question d'un débat entre Jordan Bardella et moi commence à naître. Beaucoup de médias nous le proposent et la tête de liste du Rassemblement national fait savoir sa disponibilité. Évidemment, j'en meurs d'envie. J'aime les débats, la confrontation d'idées. En plus, j'ai déjà croisé le fer avec Jordan Bardella deux ans plus tôt pendant la campagne présidentielle de 2022 et je connais bien ses méthodes et ses limites.

Au cours d'un déjeuner, je demande au Président de la République son avis sur un tel débat. Il me dit ne pas le sentir, que débattre avec le Premier ministre n'est pas rien et que cela institutionnaliserait trop Jordan Bardella. J'en informe mon équipe et nous déclinons les propositions qui sont faites. Pourtant, quelques